

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euros

N° 902
VENDREDI 25 MARS 2011

Déclaration commune PS, EÉLV, PCF, PRG, MRC

Le 21 mars 2011

« Les Français ont placé les candidats de gauche et les écologistes largement en tête des élections cantonales.

Ils ont voulu, par leur vote, signifier une fois de plus leur rejet des choix politiques de Nicolas Sarkozy et sanctionner l'échec du gouvernement.

après jour, soutiennent l'emploi dans les territoires avec des politiques innovantes socialement et respectueuses de l'environnement, et défendent les services publics locaux.

Aujourd'hui, plus que jamais, la gauche et les écologistes ont une grande responsabilité. Toutes nos forces doivent être utilisées pour amplifier dimanche prochain le vote du premier tour.

Le 27 mars, il faut un maximum d'élus de gauche et écologistes.



La gauche unie pour le second tour

Notre économie ne sort pas de la crise, notre environnement continue de se dégrader, le chômage ne diminue pas, le pouvoir d'achat régresse, les inégalités progressent et notre République est abîmée.

L'abstention de millions d'électeurs sanctionne le décalage croissant entre les urgences sociales et les réponses apportées par le gouvernement.

Les Français ont également montré leur soutien aux politiques locales menées par la gauche et les écologistes qui, jour

Nous appelons toutes les forces de gauche, les écologistes, les démocrates et les républicains à se rassembler dans tous les départements, à se mobiliser et à s'unir pour battre la droite et l'extrême-droite au deuxième tour des élections cantonales, derrière les candidats de gauche et écologistes arrivés en tête au premier tour.

Au-delà, nous savons que notre responsabilité est de construire une politique alternative globale et cohérente à la politique de la droite pour porter l'espoir d'une alternance politique en 2012. »

Dispensé de timbrage BREST CTC

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 24/03/2011



Dossier de la semaine

Les promesses
du 1^{er} tour



Vie de la Fédération

Il y a 140 ans :
la Commune de Paris



Interview

La fatigue de la
modernité



Avec **Éric Dupin**

L'alternative

La droite est en train de subir une défaite électorale mais elle y ajoute une déroute intellectuelle, idéologique et stratégique. Bien malin celui qui pourrait expliquer l'attitude de l'UMP face au Front national. En cas de second tour FN/PS, dimanche, bien sûr. Mais, plus globalement, on sent que la digue est en train de rompre.

Face à cette perspective, la responsabilité de la gauche et du Parti Socialiste est grande. Il s'agit de rassembler une majorité pour préparer l'alternance qui doit intervenir en 2012. D'abord, en tenant un discours très clair en cas de duel UMP/FN mais, surtout, en créant les conditions de la victoire à l'élection présidentielle de manière à tourner définitivement la page du sarkozysme.

Confiance



Il n'est jamais facile d'interpréter le message adressé par les électeurs. Cependant, il apparaît, à la lecture des résultats du premier tour des cantonales que, dans le Finistère, ils accordent leur confiance aux candidates et candidats de la majorité départementale.

Confiance d'abord dans une équipe unie et soudée autour de Pierre Maille. Tout au long du mois de mars, le président du Conseil général a sillonné le département pour expliquer le projet de sa majorité pour le Finistère.

En face, les électeurs ont pu constater qu'il n'y a pas de chef au sein de la droite finistérienne. Michel Canévet, qui n'a pas su adresser un message clair aux électeurs de droite du canton de Rosporden ? Laurent Prunier qui n'a su trouver de candidats dans tous les cantons et qui se félicitait, à l'annonce des résultats, que les candidats UMP à Brest soient parvenus à se maintenir au second tour ? Jacques Le Guen qui a qualifié les résultats de l'UMP de « dramatique » ?

Confiance aussi dans un projet réellement départemental. Contrairement aux candidats de droite, ceux de la majorité départementale n'ont pas mis en avant des bouts de route. Ils ont défendu un bilan et un projet qui vise au développement de tout le Finistère. Car, s'ils se présentent dans des cantons, les candidats de la majorité départementale forment une équipe pour le Finistère, pour mettre en place des politiques pour l'ensemble des Finistériens. Les candidats de droite ne semblent pas avoir encore compris que le temps du clientélisme avait pris fin en 1998, lorsque la gauche devint majoritaire.

Confiance, enfin, dans une méthode qui associe les Finistériens aux décisions prises par l'Assemblée départementale. Cela s'est vu lorsque le département s'est doté d'un agenda 21 à la suite d'une série de réunions participatives sur l'ensemble du territoire. Mais aussi, lorsque les usagers des services publics départementaux sont associés aux décisions de la collectivité.

Les promesses du 1^{er} tour

Le Bureau fédéral qui s'est tenu le 21 mars à midi, en présence de nombreux candidats aux cantonales n'a duré qu'une heure : le temps de tirer les premières analyses des résultats du premier tour et surtout de se remettre en ordre de marche pour affronter le second tour où « tous les cantons sont gagnables », a rappelé Pierre Maille.



Jean-Yves Le Drian à Plabennec, le 21 mars

D'ailleurs, quelques heures après cette rencontre, le président du Conseil général était aux côtés de Jean-Yves Le Drian, président du Conseil régional, qui a apporté son soutien à Nathalie Bernard à Lanmeur, à Christian Plassard à Plabennec, et à Louis Ramoné à Crozon.

Quels premiers enseignements tirer des résultats du 20 mars ? L'abstention est particulièrement forte. Avec un taux de 56,59 %, « c'est 20,49 % de plus qu'en 2004 dans les mêmes cantons, presque trois points de plus que la moyenne nationale (55,63 %) et la plus mauvaise participation pour une cantonale depuis 1958 », a rappelé Jean-Jacques Urvoas

Ce mauvais score s'explique par plusieurs raisons. D'abord, le mode de scrutin où seuls 50 % des électeurs étaient appelés aux urnes. Ensuite, l'absence d'enjeu puisque la majorité de gauche du Conseil général ne semblait pas menacée. Enfin, l'UMP a partiellement réussi son pari en banalisant ce scrutin.

Alors, que faire ? Continuer à expliquer les enjeux des scrutins et à faire preuve de pédagogie dans l'explication des décisions prises par l'Assemblée départementale.

« Dans presque tous les cantons, le total des voix de gauche est supérieur

à celui des voix de droite », s'est félicité le premier secrétaire fédéral, Marc Coata-néa. En outre, les dernières urnes étaient à peine dépouillées que les règlements de comptes commençaient entre les différentes factions de la droite finistérienne, chacun accusant les autres d'être responsables de la défaite.

Il n'est pas facile de s'y retrouver dans les étiquettes des candidats, en particulier de droite. Pourtant, selon le pointage réalisé par Jean-Jacques Urvoas, le rapport de forces dans le Finistère s'établit de la manière suivante : l'extrême-gauche rassemble 0,6 % des électeurs, le front de gauche 7,12 %, le PS et les candidats qu'il soutenait 36,7 %, Europe écologie les Verts et l'UDB 12,53 %. La droite départementale rassemble 29,67 % des voix et les divers droite 3,41 %, soit un total de 33,08 %. Le pire score sous la V^e République. L'extrême-droite ne réunit que 0,6 % des voix mais les candidats du FN n'étaient présents que dans deux cantons. Celui de Brest Saint-Pierre, où son candidat réalise un score de 11,63 %, et celui de Crozon où sa candidate rassemble 14,21 % des suffrages. Dans ces deux cantons, le Front national progresse par rapport aux régionales de 2010. Dans le canton de Rosporden, le candidat d'extrême-droite, en l'absence de représentant de l'*Alliance pour le Finistère*, rassemble 15,52 %.



Une campagne de terrain

Le premier tour des cantonales peut se résumer ainsi : une abstention record, une droite en déroute, une gauche et des écologistes en progression et un Front national qui se maintient au même niveau que les scrutins précédents.

Aux électeurs maintenant d'écrire le scénario du second tour qui doit permettre de renforcer encore la majorité départementale. 🌹

Il y a 140 ans : la Commune de Paris

Le 18 mars 1871, débutait la *Commune de Paris*. Même si elle n'a duré que quelques semaines (18 mars - 27 mai), cet épisode révolutionnaire reste incontournable dans l'histoire de la gauche française et internationale.

Engagée dans une guerre hasardeuse contre la Prusse, l'armée de Napoléon III est très rapidement battue. Paris résiste et la Garde nationale défend la capitale. Le gouvernement de Thiers capitule et s'installe à Versailles.

Les Parisiens ont hissé 227 canons sur la butte Montmartre pour défendre la ville. Le 18 mars 1871, Thiers veut les reprendre mais les soldats du 88^e de ligne, chargés de les récupérer, fraternisent avec la foule. Dans toute la ville, l'insurrection l'emporte. Pendant 70 jours, les « Communeux » vont gérer la capitale et



La Commune a débuté le 18 mars 1871

adopter des mesures que la République n'appliquera que plusieurs années plus tard.

C'est ainsi que la Commune interdit le travail de nuit dans les boulangeries et réquisitionne des ateliers pour en faire des coopératives ouvrières. Tous les 15 jours, des élections sont organisées pour élire un conseil de direction et un ouvrier

est chargé de transmettre les réclamations. Dans le domaine scolaire, des écoles professionnelles pour garçons et pour filles sont ouvertes.

Alors que les professionnels de la justice se sont enfuis à Versailles, la Commune prend plusieurs décrets pour instituer le mariage par consentement mutuel, rendre gratuit tous les actes notariés, renforcer

les libertés individuelles. Une inspection des prisons est créée.

Très sévèrement réprimé (entre 10 et 25 000 exécutions sommaires, selon les sources), le mouvement ouvrier est décapité. Cependant, la *Commune de Paris* restera longtemps, pour la gauche, un modèle. 🌹

Interview

La fatigue de la modernité

Avec **Éric Dupin**

Pendant deux ans, en 2009 et 2010, le journaliste **Eric Dupin** est allé à la rencontre des Français, du sud-Finistère à la Côte d'Azur en passant par le pays de Puisaye ou les Cévennes. Il relate son périple dans « *Voyages en France* » (éditions *du Seuil*) et présente ses photos sur <http://voyagesenfrance.info/>

Cap Finistère : Comment vous est venue l'idée de sillonner la France pour en faire un livre ?

Éric Dupin : Je suis fatigué des bisbilles politiciennes. Journaliste politique depuis 30 ans, j'avais besoin d'un grand bol d'air et comme je suis indépendant et que je n'appartiens pas à une rédaction, j'ai eu la chance de pouvoir mener cette enquête qui a duré plus de 200 jours.

Cap Finistère : Comment avez-vous choisi les régions que vous avez visitées ?

Éric Dupin : De manière totalement empirique, en fonction des connaissances que j'ai pu nouer au cours de ma carrière, par exemple. C'est ainsi, en ce qui concerne la

Bretagne, que j'ai choisi le pays de Quimper puisque je connais Bernard Poignant et Jean-Jacques Urvoas que je remercie encore pour ses conseils.

Cap Finistère : Qu'entendez-vous par « la fatigue de la modernité » ?

Éric Dupin : Je suis parti le nez au vent, sans a priori. Mais en relisant mes notes il m'a semblé que cette formule résumait bien un sentiment partagé par des interlocuteurs très divers. La modernité fatigue. On ne peut plus suivre l'emballement technologique car il n'est plus possible de « prendre son temps ». En outre, je crois que les Français ont le sentiment pénible que les « règles du jeu » économique et social ne sont plus stables. Que, du jour au lendemain, leur entreprise peut être rachetée par un fond de pension ou bien délocalisée.

Mais c'est aussi la modernité elle-même qui est fatiguée, comme si on arrivait au bout d'un type de civilisation qui privilégie à l'excès la richesse matérielle par rapport à la qualité des relations humaines. J'ai rencontré énormément de Français qui reconnaissent que nous avons aujourd'hui plus de confort mais les gens sont plutôt moins heureux que dans le passé !

Cap Finistère : Sur quels éléments souhaitez-vous attirer l'attention des responsables politiques ?

Éric Dupin : En direction de la gauche, je ferais deux remarques. D'abord sur la forme. C'est passionnant d'écouter vraiment les gens. Je sais que les élus locaux le font aussi. Mais comment se fait-il que cette écoute n'ait pas d'impact dans les débats au plan national ? La quasi-totalité des Français que j'ai rencontré pensent que les élites ne comprennent pas leur attentes.

Sur le fond, il me semble que la fatigue de la modernité marque la fin d'une conception un peu naïve du progressisme basé sur la croissance économique. J'ai rencontré des « décroissants » qui sont, par certains côtés, des extrémistes. Mais je crois qu'il faut entendre une partie de leur discours. La croissance ne règlera pas tous nos problèmes et la gauche devrait rompre avec une vision trop économiciste et productiviste. Les Français m'ont semblé très attachés à l'équilibre de leurs territoires. 🌹



Agenda

27 mars

8h00 - 18h00 : Second tour des élections cantonales.

30 mars

Vote en sections, pour la désignation du candidat socialiste à la présidence du Conseil général.

4 avril

18h30 : Bureau fédéral au siège de la Fédération à Quimper.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 902 - Vendredi 25 mars 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Solidarité avec le Japon

Jean-Yves Le Drian a reçu, le jeudi 17 mars à Rennes, la présidente de l'association des Bretons du Japon, Kikuko Shimizu. Le président du Conseil régional lui a témoigné de la profonde solidarité des Bretons dans le drame qui touche les Japonais.

Il a également indiqué que la Région va débloquer un fonds de solidarité de 50 000 euros pour soutenir les sinistrés de Sendai.

Jean-Yves Le Drian a enfin confirmé son déplacement au Japon à la mi-juillet, comme chaque année, pour rencontrer les dirigeants des groupes japonais implantés en Bretagne.

De son côté, le maire de Brest, François Cuillandre, a également reçu Kikuko Shimizu. Le 29 mars, une soirée de solidarité sera organisée au salon Richelieu de la mairie de Brest.

Europe sociale : les masques tombent



Lors d'un vote en commission du Marché intérieur du Parlement européen sur la rénovation du Marché intérieur pour les citoyens, la croissance et les entreprises, la droite européenne a rejeté toute référence à une clause sociale et à une législation protectrice des services publics.

Pour Bernadette Vergnaud, contre-rapporteur pour le groupe socialiste, « les textes votés par l'alliance des libéraux et des conservateurs, y compris l'UMP et le MoDem, sont non seulement en-deçà de ce que le Parlement a pu voter dans les précédents rapports, mais sont même décevants par rapport aux propositions de la commission ! ».

« C'est l'exemple même de la posture de la droite française : discours social, parfois chantre de la régulation économique, mais votant tout l'inverse au Parlement européen, allant même contre le vœu de leur commissaire Michel Barnier », a ajouté la députée européenne.

« Malgré les enseignements qui auraient dû être tirés de la crise, il semble que les idées

libérales reviennent plus fort que jamais, au mépris des souhaits des citoyens ». Mais « nous continuerons le combat jusqu'au vote en plénière, début avril, pour défendre un véritable modèle social européen », a promis Bernadette Vergnaud.

Catherine Trautmann à Landerneau



Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, conclura la journée de réflexion organisée, le samedi 16 avril, au centre de Mescoat à Landerneau, par le groupe du PSE de Brest.

We want sex equality

Dans le cadre de la journée internationale des femmes, le 8 mars, la ville de Brest a organisé une projection, en avant-première, du film de Nigel Cole : « We want sex equality ».

En 1968, en Angleterre, les salariées des usines Ford qui cousent les sièges des voitures demandent à être considérées comme des ouvrières qualifiées. Face à l'intransigeance de la direction de Ford et aux tergiversations des syndicats, ces 187 ouvrières mènent une longue grève pour faire reconnaître leurs droits.

Un film à voir par toutes celles et tous ceux qui se battent pour l'égalité hommes/femmes, mais aussi et peut-être surtout, par les autres qui, à chaque mouvement social, considèrent les grévistes comme des nantis ou des fainéants. Ce film montre bien ce que signifie concrètement, pour une famille d'ouvriers, de ne pas toucher de salaire pendant plusieurs semaines.

Linge sale en famille

Le Nouveau Centre est un petit parti mais l'ambiance y semble très conviviale. Pour preuve, le texte mis en ligne par le représentant de cette formation dans la 8^e circonscription, dès le lendemain du 1^{er} tour des cantonales. L'échec de leur candidat à Plouescat ? « C'est très simple, je ne vais pas faire l'impasse sur la res-

ponsabilité de notre délégué départemental qui est resté les bras croisés derrière son ordinateur ».

Et, en conclusion, le délégué de la 8^e circonscription demande au délégué départemental du Nouveau Centre 29 de tirer les leçons de son manque de participation dans l'animation de notre Fédération et lui suggère de démissionner de son poste afin qu'une véritable dynamique prenne corps une fois pour toutes.

Bouclier rural

A l'invitation de l'UESR, Germinal Peiro, secrétaire national du PS à l'agriculture, animera le 13 avril à 18h30, à la salle des mariages de la mairie de Briec, une réunion publique pour présenter le bouclier rural que propose le Parti Socialiste.

François Marc, président de l'UESR, Marie-Claude Morvan, maire de Hanvec, Michaël Quernez, vice-président du Conseil général à l'agriculture, Alain Queffelec, maire de Guipavas, et Jean-Paul Le Pann, maire de Briec, interviendront au cours de cette réunion.

**Un de vos proches désire recevoir Cap Finistère ?
Merci de nous transmettre ses coordonnées.
cap-finistere@wanadoo.fr**

Annonces légales & judiciaires

LES CONSEILS D'ENTREPRISES
Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29000 QUIMPER
02 98 90 04 35

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution suivant acte sous seing privé du 17 février 2011 d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination : TGN.

Siège social : PLONÉOUR LANVERN (29720) ZAC de Kerganet.

Objet : Activité de transports routiers, service de transports publics de marchandises, location de véhicules pour le transport routier de marchandises.

Durée : 80 années.

Capital : 9 000 euros.

Gérance : Madame Claudie GOURVES, demeurant 21, rue de Kéralio - 29120 PONT-L'ABBÉ.

Immatriculation au RCS de QUIMPER.
Pour avis.